



**FÉDÉRATION NATIONALE
DES ENSEIGNANTES
ET DES ENSEIGNANTS
DU QUÉBEC**

PRÉSIDENTE :

CAROLINE SENNEVILLE

SECRETARIAT GÉNÉRAL ET

TRÉSORERIE :

JEAN MURDOCK

VICE-PRÉSIDENTE

REGROUPEMENT CÉGEP :

MICHELINE THIBODEAU

VICE-PRÉSIDENTE

REGROUPEMENT PRIVÉ :

CAROLINE QUESNEL

VICE-PRÉSIDENTE

REGROUPEMENT UNIVERSITÉ :

SYLVAIN MAROIS

ADRESSE :

1601, AVENUE DE LORIMIER
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4M5

POUR NOUS JOINDRE :

TÉLÉPHONE : 514 598-2241
SANS FRAIS : 1 877 312-2241
TÉLÉCOPIEUR : 514 598-2190
www.fneeq.qc.ca

Montréal, le 27 septembre 2013

À TOUS LES SYNDICATS DE LA FNEEQ

Objet : Charte des valeurs québécoises

Bonjour,

Il y a plusieurs semaines maintenant que le débat sur le projet de Charte des valeurs québécoises, mis de l'avant par le gouvernement, est à la une de l'actualité. À cet effet, nous désirons brièvement vous rappeler les positions de la FNEEQ concernant la laïcité et comment nous comptons poursuivre le débat avec nos syndicats affiliés.

En décembre 2007, pendant que la commission Bouchard-Taylor battait son plein, nos syndicats, réunis en Conseil fédéral, affirmaient que « l'élaboration et l'adoption d'une Charte de la laïcité au Québec permettrait de clarifier le sens et la portée de la laïcité de l'État, tout en énonçant les valeurs soutenues par la société québécoise et qu'à ce titre, elle pourrait constituer un outil de cohésion sociale intéressant ». ¹ Nous n'avions pas alors précisé le contenu d'une telle charte, notamment en ce qui concerne le port de signes religieux par les employés de l'État ou le personnel enseignant. En 2008, lorsque le rapport de la commission Bouchard-Taylor a été publié, il ne contenait aucune recommandation touchant les enseignantes et les enseignants, ce qui a mis fin au débat à ce sujet au sein de notre fédération.

Mais aujourd'hui, l'actualité nous rattrape. Le projet de Charte des valeurs québécoises, tel qu'il est présenté par le gouvernement, propose d'interdire le port de signes religieux ostentatoires par le personnel enseignant de tout le système public d'éducation et ce, jusqu'à l'université. Les cégeps et les universités auraient, cependant, le droit de se retirer de cet aspect de la Charte. Nous voilà donc, comme enseignantes et enseignants, au cœur du débat.

.../2

¹ Le texte de la recommandation adoptée est annexé à la présente.

Le 27 septembre 2013

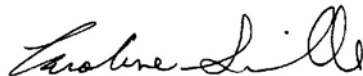
À tous les syndicats

C'est pourquoi l'exécutif de la FNEEQ juge plus que pertinent de débattre de ce sujet lors de la prochaine réunion de notre Conseil fédéral qui se tiendra du 13 au 15 novembre. Nous aurons à prendre une décision politique importante, et nous souhaitons que les délégués au Conseil fédéral connaissent bien le pouls de leurs membres. Nous vous suggérons donc de discuter avec eux de ce sujet, et les questions suivantes pourraient vous guider pour ce faire.

1. Est-ce que la fonction d'enseignement doit être exercée de façon entièrement laïque et exclure toute forme de prosélytisme ?
2. Est-ce que l'expression d'une appartenance religieuse, par une enseignante ou un enseignant, peut quand même être permise ?
3. Est-ce que les lieux d'enseignement doivent rester laïques (ce qui implique notamment qu'il n'y ait pas de lieu de prière) ?
4. Une fois les règles générales établies par la loi, en matière de laïcité, est-ce que des établissements devraient avoir un droit de retrait ?

Nous sommes bien au fait que le sujet de la laïcité a déclenché des passions au sein de la société québécoise, mais nous souhaitons que le débat au sein de notre fédération soit le plus serein possible. Nous savons aussi que pour développer et mettre de l'avant une position qui fasse le plus largement consensus nous avons besoin que nos syndicats affiliés prennent le temps de discuter de cet important sujet avec leurs membres.

Nous vous remercions de votre précieuse collaboration, et souhaitons vous voir nombreuses et nombreux à la réunion du Conseil fédéral à Québec.



CAROLINE SENNEVILLE

Présidente

CS/ja

Pièce jointe

ADRESSE :

1601, AVENUE DE LORIMIER
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4M5

POUR NOUS JOINDRE :

TÉLÉPHONE : 514 598-2241
SANS FRAIS : 1 877 312-2241
TÉLÉCOPIEUR : 514 598-2190
www.fneeq.qc.ca



**FÉDÉRATION NATIONALE
DES ENSEIGNANTES
ET DES ENSEIGNANTS
DU QUÉBEC**

ADRESSE :

1601, AVENUE DE LORIMIER
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4M5

POUR NOUS JOINDRE :

TÉLÉPHONE : 514 598-2241
SANS FRAIS : 1 877 312-2241
TÉLÉCOPIEUR : 514 598-2190
www.fneeq.qc.ca

**TEXTE DE LA RECOMMANDATION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL
RÉUNION DES 6 ET 7 DÉCEMBRE 2007**

Point 9. ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES

Que le conseil fédéral reçoive le document *Les accommodements raisonnables : vers une charte de la laïcité*;

Que la FNEEQ affirme que l'élaboration et l'adoption d'une Charte de la laïcité au Québec permettraient de clarifier le sens et la portée de la laïcité de l'État, tout en énonçant des valeurs soutenues par la société québécoise et qu'à ce titre, elle devrait servir d'outil de cohésion sociale;

Que le conseil fédéral invite les syndicats, au cours des prochains mois, à mener une réflexion sur les éléments suivants concernant l'éducation, qui pourraient être inclus dans une telle charte de la laïcité :

- un exercice entièrement laïque de la fonction enseignante, l'enseignement devant exclure toute forme de prosélytisme;
- un respect complet de la laïcité des lieux;
- le message clair que le refus, pour des motifs acceptables, d'ajustements en matière religieuse, ne peut constituer une entrave à la liberté religieuse;
- dans les limites de l'ordre public, du bien-être général et des règles d'une institution (celles qui prévalent pour les usagers et celles pour le personnel enseignant) :
 - la tolérance face au choix individuel d'exprimer une appartenance religieuse;
 - la tolérance envers des ajustements concertés concernant des manifestations religieuses exemptes de prosélytisme;

Que le prochain conseil fédéral fasse le point sur cette réflexion à la lumière du rapport de la commission Bouchard-Taylor et de l'avancement du débat dans les syndicats et dans la société québécoise.